RF

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 41.778/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Ministre des Pensions, le 28 novembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "modifiant certaines dispositions légales et réglementaires suite à la reprise par l'État belge des obligations de pensions de la SNCB Holding", a donné le 20 décembre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Préambule

L'article 6 du projet tend au remplacement de l'article 3, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 22 septembre 1980 portant exécution de l'article 50, § 2, alinéa 2, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires. L'alinéa 2 du préambule doit dès lors être rédigé comme l'alinéa 1er du préambule de cet arrêté :

"Vu la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, notamment l'article 50, § 2, alinéa 2, remplacé par la loi du 8 août 1980, [la suite comme indiqué ci-après]".

Doivent en outre être également visées dans le préambule toutes les dispositions légales et réglementaires que le projet a pour objet de modifier, avec mention des modifications expresses encore en vigueur qu'elles ont précédemment subies. L'alinéa 2 ci-dessus sera donc complété comme suit et les alinéas suivants insérés à sa suite :

"[...] et l'article 83, § 1er, 1°, remplacé par la loi du 6 juillet 1982;

Vu la loi du 29 octobre 1846 relative à l'organisation de la Cour des comptes, notamment l'article 17, alinéa 1er, remplacé par la loi du 7 décembre 1972;

Vu la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public, notamment l'article 3;

Vu la loi du 9 juillet 1969 modifiant et complétant la législation relative aux pensions de retraite et de survie des agents du secteur public, notamment l'article 32, alinéa 1er, remplacé par la loi du 3 février 2003;

Vu la loi du 10 janvier 1974 réglant l'admissibilité de certains services et de périodes assimilées à l'activité de service pour l'octroi et le calcul des pensions à charge du Trésor public, notamment l'article 1er, modifié par les lois des 6 mai 2002 et 14 juin 2006;

Vu la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions, notamment l'article 59, alinéa 1er, a);

Vu la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, notamment l'article 68, § 6, alinéa 1er, 4°, modifié par l'arrêté royal du 18 octobre 2004;

Vu l'arrêté royal du 22 septembre 1980 portant exécution de l'article 50, § 2, alinéa 2, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, notamment l'article 3, § 1er, alinéa 1er;".

Dispositif

Article 2

Le commentaire de cet article dans le rapport au Roi joint au projet explique ce qui suit :

> "Actuellement, la personne qui, après avoir été membre du personnel statutaire de la SNCB Holding termine sa carrière en qualité d'agent de l'État, obtient une pension unique en application de la loi du 14 avril 1965 précitée. En effet, cette loi a été rendue applicable à la Société nationale des chemins de fer belges par l'arrêté royal du 13 mars 1974. Dans un tel cas, les services à la SNCB Holding sont, conformément à l'article 3 de la loi du 14 avril 1965, pris en compte à raison du tantième 1/60.
>
> Les pensions SNCB Holding étant dorénavant des pensions à charge du Trésor public, la loi du 14 avril 1965 cesse de s'appliquer pour une carrière telle que décrite ci-dessus, de sorte que les tantièmes préférentiels 1/55 ou 1/48 pourraient s'appliquer aux services SNCB Holding.

[...]

La loi du 14 avril 1965 reste, par contre, intégralement applicable aux personnes qui ont rendu des services à la SNCB Holding et dans un pouvoir ou organisme public dont les agents ne bénéficient pas d'une pension à charge du Trésor public (communes, provinces, organismes affiliés au pool des parastataux ...)."

Le dispositif de l'alinéa en projet à l'article 2 décrit cependant l'hypothèse qu'il entend régler de la manière suivante : "Lorsqu'une pension unique est accordée par le Trésor public à un ancien agent de la SNCB Holding qui ne termine pas sa carrière comme membre du personnel de cette société, [...]", ce qui semble quelque peu contradictoire avec les explications reproduites plus haut : "Les pensions SNCB Holding étant dorénavant des pensions à charge du Trésor public, la loi du 14 avril 1965 cesse de s'appliquer pour une carrière telle que décrite ci-dessus". La section de législation du Conseil d'État en conclut qu'à l'issue de semblable carrière, il ne saurait à proprement parler plus être question d'accorder une pension unique en application de cette loi et se demande par conséquent s'il ne serait pas préférable que l'alinéa en projet fasse mieux apparaître que, "Lorsqu'[...]un ancien agent de la SNCB Holding [...] ne termine pas sa carrière comme membre du personnel de cette société" mais que sa pension de retraite est à charge du Trésor public, celle-ci est une pension de retraite unique soumise à la loi du 14 avril 1965 et pour l'établissement de laquelle "les services rendus à la SNCB Holding sont pris en compte à raison d'un soixantième, par année de service, du traitement de référence qui sert de base au calcul de la pension".

Article 4

L'article 6 de la loi du 14 juin 2006 modifiant la loi du 14 janvier 1975 portant le règlement de discipline des Forces armées en vue de permettre l'accès à certains mandats politiques et portant des dispositions diverses abroge le second alinéa de la disposition que l'article 4 du projet tend à modifier.

Le début de cet article doit dès lors être rédigé comme suit :

"Dans l'article 1er de la loi du 10 janvier 1974 réglant l'admissibilité de certains services et de périodes assimilées à l'activité de service pour l'octroi et le calcul des pensions à charge du Trésor public, modifié par les lois des 6 mai 2002 et 14 juin 2006, [la suite comme au projet]" (1).

Article 6

L'article 6 du projet ne remplace que l'énumération figurant dans l'article 3, § 1er, alinéa 1er, de l'arrêté royal du 22 septembre 1980 portant exécution de l'article 50, § 2, alinéa 2, de la loi du 5 août 1978 de réformes économiques et budgétaires, et non l'intégralité de cet alinéa 1er, comme l'indique le dispositif.

Celui-ci doit donc préciser que seule cette énumération est remplacée, à moins de la faire précéder, dans le texte en projet, par la phrase introductive actuelle, qui serait ainsi remplacée également :

"Pour l'application des limitations de revenus cumulés prévues aux articles 40 et 42 de la loi du 5 août 1978, les réductions à opérer sur les pensions sont effectuées selon l'ordre de priorité déterminé ci-après :".

Article 8

Au début de cet article, il y a lieu d'écrire :

"Dans l'article 68, § 6, alinéa 1er, 4°, de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales, [la suite comme au projet]" (2).

---

(1) Cf. l'alinéa 6 qu'il est suggéré d'introduire dans le préambule.

(2) Cf. l'alinéa 8 qu'il est suggéré d'introduire dans le préambule.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	conseillers d'État,
	G. KEUTGEN,	assesseur de la section de législation,
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. J.-L. PAQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

RF

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.778/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 28 november 2006 door de Minister van Pensioenen verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van bepaalde wettelijke en reglementaire bepalingen als gevolg van de overname door de Belgische Staat van de pensioenverplichtingen van de NMBS Holding", heeft op 20 december 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

Artikel 6 van het ontwerp beoogt de vervanging van artikel 3, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 september 1980 tot uitvoering van artikel 50, § 2, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen. Het tweede lid van de aanhef moet bijgevolg geredigeerd worden zoals het eerste lid van de aanhef van dat besluit :

"Gelet op de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, inzonderheid op artikel 50, § 2, tweede lid, vervangen bij de wet van 8 augustus 1980, [voorts zoals hierna wordt aangegeven];".

Bovendien moeten in de aanhef eveneens alle wets- en verordeningsbepalingen worden vermeld die het ontwerp beoogt te wijzigen, met vermelding van de uitdrukkelijke nog van kracht zijnde wijzigingen die voorheen daarin zijn aangebracht. Het tweede lid hierboven moet dus als volgt worden aangevuld, gevolgd door de leden hierna :

"[...] en op artikel 83, § 1, 1°, vervangen bij de wet van 6 juli 1982;

Gelet op de wet van 29 oktober 1846 op de inrichting van het Rekenhof, inzonderheid op artikel 17, eerste lid, vervangen bij de wet van 7 december 1972;

Gelet op de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de onderscheiden pensioenregelingen van de openbare sector, inzonderheid op artikel 3;

Gelet op de wet van 9 juli 1969 tot wijziging en aanvulling van de wetgeving betreffende de rust- en overlevingspensioenen van het personeel van de openbare sector, inzonderheid op artikel 32, eerste lid, vervangen bij de wet van 3 februari 2003;

Gelet op de wet van 10 januari 1974 tot regeling van de inaanmerkingneming van bepaalde diensten en van met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden voor het toekennen en berekenen van pensioenen ten laste van de Staatskas, inzonderheid op artikel 1, gewijzigd bij de wetten van 6 mei 2002 en 14 juni 2006;

Gelet op de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen, inzonderheid op artikel 59, eerste lid, a);

Gelet op de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, inzonderheid op artikel 68, § 6, eerste lid, 4°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 18 oktober 2004;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 september 1980 tot uitvoering van artikel 50, § 2, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, inzonderheid op artikel 3, § 1, eerste lid;".

Dispositief

Artikel 2

In de commentaar op dit artikel in het verslag aan de Koning gevoegd bij het ontwerp wordt de volgende toelichting verstrekt :

"De persoon die momenteel, na statutair personeelslid te zijn geweest bij de NMBS Holding, zijn loopbaan beëindigt als personeelslid van de Staat, verkrijgt, in toepassing van voormelde wet van 14 april 1965, een enig pensioen.

.../...

Deze wet werd immers toepasselijk verklaard op de Nationale Maatschappij der Belgische Spoorwegen door het koninklijk besluit van 13 maart 1974. In een dergelijk geval worden de diensten bij de NMBS Holding, overeenkomstig artikel 3 van de wet van 14 april 1965, in aanmerking genomen naar rata van het tantième 1/60.

Aangezien de pensioenen van de NMBS Holding voortaan pensioenen ten laste van de Staatskas zijn, moet de wet van 14 april 1965 niet meer toegepast worden voor een zoals hierboven beschreven loopbaan, zodat de preferentiële tantièmes 1/55 of 1/48 toegepast zouden kunnen worden op de diensten bij de NMBS Holding.

[...]

De wet van 14 april 1965 blijft daarentegen integraal toepasselijk op de personen die diensten bewezen hebben bij de NMBS Holding en bij een openbare macht of instelling van wie de personeelsleden geen pensioen ten laste van de Staatskas genieten (gemeenten, provincies, bij de pool der parastatalen aangesloten instellingen, ...)."

Het dispositief van het in artikel 2 ontworpen lid omschrijft evenwel als volgt het geval dat het beoogt te regelen : "Indien er door de Staatskas een enig pensioen wordt toegekend aan een gewezen personeelslid van de NMBS Holding dat zijn loopbaan niet beëindigt als personeelslid van deze maatschappij, [...]", wat enigszins in tegenspraak lijkt te zijn met de hierboven geciteerde toelichting : "Aangezien de pensioenen van de NMBS Holding voortaan pensioenen ten laste van de Staatskas zijn, moet de wet van 14 april 1965 niet meer toegepast worden voor een zoals hierboven beschreven loopbaan". De afdeling wetgeving van de Raad van State concludeert daaruit dat er sensu stricto geen sprake meer van kan zijn om aan het eind van een zodanige loopbaan met toepassing van deze wet een enig pensioen toe te kennen, en ze vraagt zich bijgevolg af of het niet verkieslijk zou zijn in het ontworpen lid beter tot uiting te doen komen dat, "Indien [...] een gewezen personeelslid van de NMBS Holding [...] zijn loopbaan niet beëindigt als personeelslid van deze maatschappij", maar zijn rustpensioen ten laste van de Staatskas komt, dit pensioen een enig rustpensioen is waarop de wet van 14 april 1965 toepasselijk is en waarbij, voor de vaststelling ervan, "de bij de NMBS Holding bewezen diensten in aanmerking [worden] genomen naar rata van één zestigste, per dienstjaar, van de referentiewedde die als basis dient voor de pensioenberekening".

Artikel 4

Artikel 6 van de wet van 14 juni 2006 tot wijziging van de wet van 14 januari 1975 houdende het tuchtreglement van de krijgsmacht met het oog op de toelating tot bepaalde politieke mandaten en houdende diverse bepalingen heft het tweede lid op van de bepaling die men met artikel 4 van het ontwerp beoogt te wijzigen.

Het begin van dit artikel moet bijgevolg aldus worden geredigeerd :

"In artikel 1 van de wet van 10 januari 1974 tot regeling van de inaanmerkingneming van bepaalde diensten en van met dienstactiviteit gelijkgestelde perioden voor het toekennen en berekenen van pensioenen ten laste van de Staatskas, gewijzigd bij de wetten van 6 mei 2002 en 14 juni 2006, worden de woorden «met uitzondering van de pensioenen toegekend aan personeelsleden in vast verband van de NMBS-Holding» [voorts zoals in het ontwerp]" (1).

Artikel 6

Artikel 6 van het ontwerp vervangt alleen de opsomming in artikel 3, § 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 22 september 1980 tot uitvoering van artikel 50, § 2, tweede lid, van de wet van 5 augustus 1978 houdende economische en budgettaire hervormingen, doch niet het eerste lid in zijn geheel, zoals het dispositief aangeeft.

Daarin moet dus worden gepreciseerd dat alleen die opsomming vervangen wordt, tenzij ze in de ontworpen tekst wordt voorafgegaan door de huidige inleidende zin, die in dat geval eveneens wordt vervangen :

"Voor de toepassing van de beperkingen van gecumuleerde inkomens, bedoeld in de artikelen 40 en 42 van de wet van 5 augustus 1978, worden de op de pensioenen toe te passen verminderingen verwezenlijkt in de volgende orde van voorrang :".

(1) Zie het zesde lid, waarvan de invoeging in de aanhef wordt voorgesteld.

Artikel 8

Aan het begin van dit artikel schrijve men :

"In artikel 68, § 6, eerste lid, 4°, van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, [voorts zoals in het ontwerp]" (2).

---

(2) Zie het achtste lid, waarvan de invoeging in de aanhef wordt voorgesteld.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph. HANSE,	kamervoorzitter,
	P. LIÉNARDY, P. VANDERNOOT,	staatsraden,
	G. KEUTGEN,	assessor van de afdeling wetgeving,
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-L. PAQUET, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE